

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE PORTANT PERMISSION DE VOIRIE ET  
DEROGATION AU REGLEMENT DU  
PARC THOREZ  
PENDANT LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DANS L'AIRE DE JEUX  
DU 7 JANVIER 2024 AU 10 JANVIER 2024**

Le Maire de Choisy-le-Roi,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police en matière de circulation,

Vu les articles L411-5 du code de la route,

Vu l'arrêté n° 22.2939 du 15.09.2022 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Karim GARROUT, Maire-Adjoint délégué à l'événementiel et à la voirie,

Vu l'arrêté n° 24-1229 du 27.06.24 portant délégation de signature à Monsieur Denis BARANGER, Directeur Général des Services,

Vu l'arrêté municipal n°220952 en date du 25.05.2022 portant réglementation permanente dans les parcs et squares,

Vu la demande en date du 04/12/2024 par laquelle la société SAS PROLUDIC domiciliée 181 rue des Entrepreneurs 37210 VOUVRAY, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour effectuer des travaux de remplacement d'une structure ludique d'aire de jeux dans le parc Maurice Thorez, mandatée par la Direction de l'Environnement et du Cadre de Vie de la Ville de Choisy-le-Roi,

Considérant qu'en raison de ces travaux il importe à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité publique,

**ARRETE**

**Du 7 janvier 2024 au 10 janvier 2024, de 7h à 17h**

**Article 1 :** Le bénéficiaire, la société PROLUDIC, agissant sous la responsabilité, au nom et pour le compte du donneur d'ordre la Ville de Choisy-le-Roi, est autorisé à réaliser des travaux d'aménagement dans l'aire de jeux du parc Maurice Thorez 27 Bd des Alliés 94600 Choisy-le-Roi, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2 :** Par dérogation à l'arrêté municipal n°220952 susvisé, la circulation des piétons sera temporairement réglementée dans le parc Thorez, au droit du chantier dans les conditions ci-après :

- Autorisation de circuler et stationner dans le Parc depuis l'accès de la RD5 et sur l'itinéraire d'accès fléché sur site, à la vitesse du « pas roulant » soit 10 km/h maximum avec une priorité aux piétons. Cette autorisation est accordée pour les véhicules et engins strictement nécessaire à l'exécution des travaux de la société intervenante.
- Guidage de toutes manœuvres des engins et véhicules de chantier par l'accompagnement d'un ou plusieurs hommes trafics
- Sécurisation par fermeture de la zone de chantier avec balisage constitué de barrières de protection de type police ou HERAS menottés entre elles
- Stationnement d'une base vie de chantier de type remorque mobile dans l'emprise de chantier sécurisée.

**Article 3 :** En application de l'article R417-10 du Code de la Route, tout contrevenant à l'interdiction prévue par le précédent article s'exposera à une amende de la deuxième classe. En cas de stationnement malgré l'interdiction, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L325-1 à L325-3 du Code de la Route.

**Article 4 :** Les infractions pourront être constatées par les agents de la Police Nationale, de la Police Municipale et les A.S.V.P de la ville de Choisy le Roi.

**Article 5 :** La société PROLUDIC chargée des travaux, mettra en place une signalétique d'information par voie d'affichage sur site. La société PROLUDIC sera chargée de la mise en place, de l'entretien de jour comme de nuit, et de la dépose de la signalisation réglementaire et du balisage nécessaire pour assurer la sécurité des piétons et du chantier suivant l'exécution du présent arrêté. L'entreprise a la responsabilité d'intervenir à tout moment en urgence pour pallier tout défaut de la signalisation temporaire mise en place. L'entreprise assure que les personnels dédiés aux interventions ont préalablement reçu une formation aux règles de sécurité élémentaire des chantiers et sont dotés d'équipements de protections individuels spécifiquement adaptés à leurs missions. Le pétitionnaire est tenu d'anticiper toutes gênes et nuisances et de les communiquer au préalable aux usagers et à l'administration.



**Article 6** : L'entreprise sera tenue pour responsable de tout accident pouvant survenir à l'origine de son intervention et des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance du dispositif de sécurité provisoire. L'entreprise est tenue de disposer des assurances nécessaires de responsabilité civile (accidents et dommages causés au tiers) en adéquation au cadre de son intervention.

**Article 7** : Au terme de la validité de l'arrêté, le permissionnaire devra enlever les débris, nettoyer et remettre en état à ses frais les dommages résultants de son intervention. Les travaux seront opérés dans les règles de l'art sous le contrôle des services techniques.

**Article 8** : Le présent arrêté est délivré à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire, il peut être retiré à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

**Article 9** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

Monsieur le Commissaire de Choisy-le-Roi,  
Madame la Directrice Prévention Sécurité,  
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,  
Monsieur le Commandant des Sapeurs-Pompiers  
Le bénéficiaire, SAS PROLUDIC.

**Article 9** : Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie de Choisy-le-Roi.

**Article 10** : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et notification. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Choisy-le-Roi, le 09/12/2024

Le Maire,

**Tonino PANETTA**  
Maire de Choisy-le-Roi



